

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 19 (2024)

Faits saillants

- ❖ Indonésie : croissance de 5,1% en glissement annuel au T1 2024
- ❖ Malaisie/Singapour : annonces d'investissements de Microsoft et AWS
- ❖ Thaïlande : nouvelles mesures de réduction des factures énergétiques

LE CHIFFRE À RETENIR

55%

Endettement public moyen de l'ASEAN-4 (IDN, MYS, PHL, THA) en 2023 (+15 points par rapport à 2019)

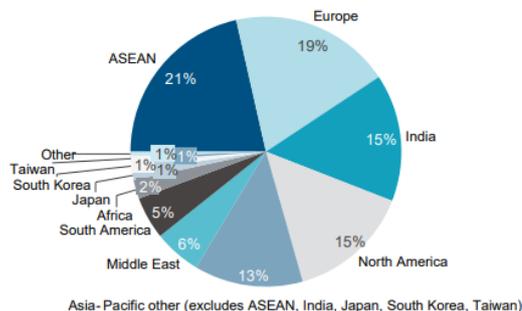
Région

L'ASEAN privilégiée par les entreprises européennes pour leurs investissements hors de Chine

D'après une enquête de la Chambre de commerce de l'Union européenne publiée vendredi, la Chine perd de son attrait en tant que première destination des investissements, avec seulement 13% des entreprises interrogées la considérant comme telle, le niveau le plus bas depuis 2010 (-27% par rapport à 2021). Les entreprises cherchent désormais à éviter les risques géopolitiques et se tournent vers l'ASEAN et l'Europe pour leurs investissements. Malgré les engagements du président Xi Jinping en novembre dernier visant à faciliter l'accès à l'économie chinoise, l'attrait pour les entreprises étrangères diminue, reflétant un pessimisme sur la croissance à long terme depuis la pandémie. Pendant ce temps, l'ASEAN émerge comme le premier bénéficiaire des nouveaux investissements, suivi par l'Europe, l'Inde et l'Amérique du Nord.

Where have you shifted / are you considering shifting investments to?⁽¹⁾⁽²⁾

N=177



USTR : trois pays de l'ASEAN ciblés pour leurs lacunes en matière de Propriété Intellectuelle (PI)

Le « Special 301 Report 2024 », publié par l'Office of the United States Trade Representative (USTR), souligne les

Priority Watch List

- Argentina
- Chile
- China
- India
- Indonesia
- Russia
- Venezuela

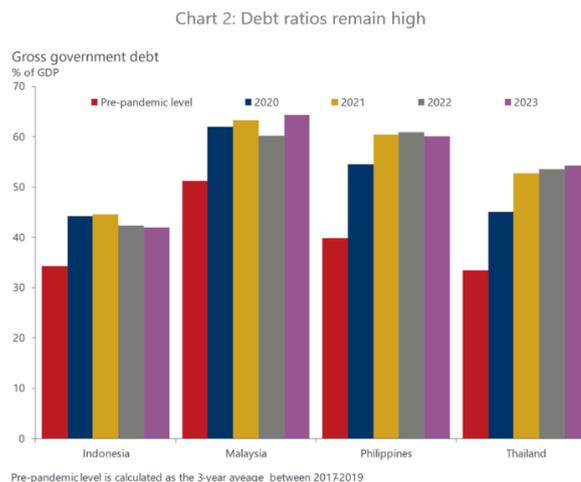
Watch List

- Algeria
- Barbados
- Belarus
- Bolivia
- Brazil
- Bulgaria
- Canada
- Colombia
- Ecuador
- Egypt
- Guatemala
- Mexico
- Pakistan
- Paraguay
- Peru
- Thailand
- Trinidad and Tobago
- Türkiye
- Turkmenistan
- Vietnam

problèmes persistants en matière de protection de la Propriété Intellectuelle (PI) dans certains pays de la zone. Parmi les 27 pays identifiés, l'Indonésie est maintenue dans la liste prioritaire de surveillance (« Priority Watch List »), tandis que la Thaïlande et le Vietnam restent sur la liste de surveillance générale (« Watch List »). Outre ces trois pays, Singapour est mentionné comme un important lieu de transit pour les produits contrefaits, tandis que la Malaisie et les Philippines sont critiqués pour leurs procédures lentes en matière d'opposition et d'annulation dans le domaine de la PI. Les Philippines, l'Indonésie et le Vietnam sont également pointés comme des pays-sources importants de médicaments contrefaits dans la région, aux côtés de la Chine, de l'Inde et du Pakistan.

Oxford Economics : la consolidation budgétaire, une priorité au sein de l'ASEAN-4

Selon Oxford Economics, la consolidation budgétaire est devenue une priorité dans plusieurs pays de l'ASEAN, où la dette publique a atteint des niveaux records. En effet, bien que les déficits budgétaires aient récemment diminué en



pourcentage du PIB dans l'ASEAN-4 – l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines et la Thaïlande –, le ratio dette publique/PIB a augmenté d'environ 15 points de pourcentage entre 2019 et 2023, passant d'environ 40% à près de 55%. Dans ce contexte, les stratégies de consolidation budgétaire doivent tenir compte des différentes structures économiques des pays de la région. Dans le budget 2024 de l'Indonésie, il est ainsi prévu de renforcer le capital humain et les infrastructures, en alignement avec la stratégie nationale de développement des industries en aval. En Malaisie, les réformes fiscales occupent une place centrale dans le dernier budget, le ratio recettes fiscales/PIB y étant l'un des plus faibles de la région. Pour atteindre les objectifs de réduction de la dette publique, Oxford Economics souligne l'importance de déterminer quels secteurs supporteront principalement les hausses d'impôts ou les coupes dans les dépenses, ainsi que ceux qui devront être protégés. Des conditions macroéconomiques favorables, une capacité des consommateurs et des investisseurs privés à compenser la réduction des dépenses publiques, ainsi qu'un soutien politique adéquat, sont également nécessaires.

Indonésie

Croissance soutenue de 5,1% au T1 2024

L'économie indonésienne a enregistré une croissance de 5,1% en glissement annuel (g.a) au T1 2024, au-dessus de la prévision de 5,0% du FMI, mais en-deçà des 5,2% attendus pour l'ensemble de l'année par le gouvernement. Au cours du premier trimestre, la croissance indonésienne a été soutenue par la consommation des ménages et l'expansion des dépenses publiques. Ces dernières ont en effet été tirées par la distribution des aides sociales pour atténuer les effets d'El Niño sur les populations vulnérables, la préparation des élections ainsi que la mise en œuvre de projets gouvernementaux, notamment la construction de la nouvelle capitale. L'activité du secteur industriel progresse également, l'indice PMI manufacturier s'établissant à 52,8 au premier trimestre 2024, contre 51,2 au trimestre précédent, selon la banque centrale. En revanche, le secteur agricole, qui représente environ 11,6% du PIB, a connu sa première contraction (-3,5%) en une décennie, en raison de la baisse de la production liée au phénomène El Niño.

Recul des réserves de change en avril

Les réserves de change reculent à nouveau en avril 2024, à 136,2 Mds USD, après 140,4 Mds USD fin mars 2024 et contre 146,4 Mds USD fin 2023. Cette diminution est toujours attribuée aux paiements de la dette extérieure du gouvernement et à la nécessité de stabiliser la roupie. La position des réserves de change équivaut toutefois à 6,1 mois d'importations, s'établissant donc bien au-dessus de la norme internationale d'adéquation d'environ trois mois d'importations.

Baisse du taux de chômage en février

En février 2024, l'Indonésie a enregistré une baisse remarquable de son taux de chômage, selon les données de l'Agence centrale de statistiques (BPS). La population active a augmenté de 2,8 millions de personnes sur un an pour atteindre 142,2 millions de personnes, tandis que le nombre d'emplois a augmenté de 3,6 millions. Le nombre de chômeurs a diminué de 9,9%, passant à 7,2 millions, soit 4,8% de la population active. 58 millions de personnes, ou 40,8% occupaient officiellement des emplois formels (+0,95% en g.a).

Malaisie

Salaire minimum de la fonction publique revalorisé

À l'occasion de la fête du travail du 1^{er} mai, le Premier ministre Anwar Ibrahim a annoncé pour la fin de cette année une augmentation du salaire mensuel minimum des fonctionnaires, qui passera de 373 à 424 USD (primes incluses). Cette revalorisation de près de 13%, la plus importante depuis 12 ans, impliquerait pour le budget 2025 des dépenses supplémentaires de l'ordre de 2 Mds USD, ce qui pose la question de l'équilibre des finances publiques alors que les salaires des fonctionnaires représentent déjà 24,3% des dépenses budgétaires en 2024. À long terme, cette hausse aura également des conséquences sur les retraites du secteur public dont l'équilibre est déjà fortement impacté par la pyramide des âges des fonctionnaires. Le projet d'affilier les futurs fonctionnaires au régime de retraite du secteur privé (Employment Provident Fund), évoqué par le Premier ministre le 28 janvier mais non encore engagé, n'en sera encore que plus d'actualité.

Investissement par Microsoft de 2,2 Mds USD dans l'intelligence artificielle

Satya Nadella, le PDG de Microsoft, a annoncé lors de son passage à Kuala Lumpur dans le cadre d'une tournée asiatique un investissement de 2,2 Mds USD en Malaisie sur 4 ans. Celui-ci portera sur le développement d'infrastructures et la formation de 200 000 personnes dans le secteur de l'intelligence artificielle. Il s'agira du plus important investissement du géant américain du secteur de la technologie en 32 ans de présence dans le pays. Microsoft prévoit également de renforcer son partenariat avec le gouvernement malaisien par la création, en collaboration avec le ministère du Numérique, d'un centre de recherche et de développement et par l'établissement d'une collaboration avec l'Agence nationale de cybersécurité (NACSA). Lors de sa tournée dans la région, Satya Nadella s'est engagé à offrir des formations dans le domaine de l'intelligence artificielle en Indonésie, aux Philippines, en Thaïlande et au Vietnam. Microsoft prévoit par ailleurs d'investir 1,7 Md USD en Indonésie et 1 Md USD en Thaïlande.

Fermeture temporaire de près de 100 restaurants KFC

QSR Brands Holdings, qui détient depuis 2013 la franchise des chaînes de restauration rapide KFC et Pizza Hut, pour la Malaisie, le Brunei et le Cambodge, a annoncé la suspension temporaire des opérations de 108 points de vente KFC sur un total de 600 que compte l'enseigne en Malaisie. Cette décision, si elle expliquée par l'entreprise comme une rationalisation de ses coûts, est présentée par la presse économique comme la conséquence directe du boycott auquel fait face l'enseigne suite au conflit à Gaza. De fait, si KFC Malaisie a vu une baisse constante de ses bénéfices depuis 2019 dans un contexte de compétition accrue sur le marché de la restauration rapide, cette tendance s'est accélérée depuis la fin 2023. QSR Brands Holdings est contrôlé à hauteur de 55,63% par Johor Corporation, le bras financier de l'Etat de Johor, et à 44,05% par Melati Asia Holdings Ltd, une société elle-même contrôlée à 51% par le fonds de pension malaisien du secteur privé (Employment Provident Fund) et à 49% par la société luxembourgeoise d'investissement CVC Capital Partners Ltd.

Singapour

Recul de 14% du commerce avec l'ASEAN en 2023

Le commerce entre Singapour et l'ASEAN s'est élevé à 295,6 Mds SGD (218 Mds USD) en 2023, soit une baisse d'environ 14% par rapport à 2022. Ce mardi, le ministre du Commerce et de l'Industrie, Gan Kim Yong, a souligné l'importance du marché de l'ASEAN pour les entreprises singapouriennes, notant que les investissements directs de Singapour dans l'ASEAN ont augmenté de 37% pour atteindre 226,1 Mds SGD en 2022, contre 164,6 Mds en 2018. Bien que le commerce ait diminué par rapport à l'année précédente, Gan a rappelé la croissance à deux chiffres du commerce et des investissements entre Singapour et les pays de l'ASEAN au cours des cinq dernières années.

DBS : triplement des IDE en 10 ans

La banque singapourienne DBS a publié ce mercredi une analyse détaillée sur l'évolution et les implications des flux de capitaux étrangers à Singapour. D'après cette analyse, les investissements directs étrangers (IDE) dominent l'ensemble des entrées brutes de capitaux - qui comprennent également les investissements de portefeuille -, représentant 235 Mds SGD (174 Mds USD) en 2023, soit 1,6 fois plus qu'en 2019 et 2,9 fois plus qu'en 2013, offrant ainsi une stabilité face à une détérioration des conditions macroéconomiques. DBS estime que Singapour devrait demeurer hautement compétitif pour attirer davantage d'IDE dans les années à venir, soutenu par une politique monétaire efficace, axée sur le taux de change. À noter que, toujours selon DBS, les entreprises étrangères contribuent pour près de 70% à la valeur ajoutée nominale produite par Singapour, alors qu'elles ne représentent que 20% du nombre total d'entreprises.

SGX : des mesures envisagées pour stimuler les investissements locaux

Singapour examine actuellement des propositions visant à revitaliser son marché boursier. L'indice Straits Times se négocie actuellement à une décote de 20% par rapport à l'indice MSCI ASEAN, avec un ratio cours/bénéfice de 10,6 contre 13,1 pour l'indice régional. Parmi les changements envisagés figurent l'investissement de fonds de pension et souverains, ainsi que de capitaux privés, dans les actions locales, selon la Singapore Venture & Private Capital Association. Ces propositions sont examinées par le gouvernement, la banque centrale et la Singapore Exchange Ltd. Des ajustements fiscaux ont également été apportés pour encourager les family offices à investir dans les actions locales, et Temasek a lancé une nouvelle unité pour soutenir les entreprises souhaitant s'implanter à Singapour et être cotées à la bourse locale.

Près de 9 Mds USD investis par Amazon pour étendre son infrastructure cloud

Amazon prévoit d'investir 12 Mds SGD (8,9 Mds USD) supplémentaires à Singapour au cours des quatre prochaines années pour étendre son infrastructure informatique dans le Cloud. Cette expansion vise à répondre à la demande croissante des clients pour la technologie et les services cloud à Singapour, a déclaré Amazon Web Services (AWS ; la branche informatique dans le cloud d'Amazon) ce mardi. Cette dépense supplémentaire s'ajoute aux 11,5 Mds SGD (8,5 Mds USD) déjà investis dans la région Asie-Pacifique par AWS jusqu'en 2023. Cette nouvelle annonce porte à plus de 23 Mds SGD (17 Mds USD) l'investissement total prévu par AWS dans son infrastructure cloud existante d'ici 2028. Pour le ministre d'État chargé des Communications et de l'Information, Tan Kiat How, les fournisseurs de services cloud comme AWS sont essentiels à la croissance de l'économie numérique de Singapour « en fournissant une infrastructure numérique fondamentale pour les organisations et en permettant aux entreprises d'accéder facilement à des ressources numériques comme le calcul et le stockage, ainsi qu'à des capacités avancées comme l'intelligence artificielle ».

Vietnam

Première baisse des dépôts bancaires en deux ans

Au 25 mars, le montant des dépôts bancaires a diminué de 0,8% depuis le début de l'année. Les taux d'intérêts étant bas, les flux de capitaux ont été redirigés vers l'or, l'immobilier et les actions. Le prix de l'or au Vietnam a atteint un nouveau record, à 3 400 USD le taël (37,5 grammes au Vietnam) le 6 mai. Face à cette situation, plusieurs banques ont relevé leurs taux d'intérêt pour équilibrer leurs actifs.

Émission de 895 M USD d'obligations d'État en avril via des enchères à la Bourse de Hanoi

Au cours des 4 premiers mois, la valeur des obligations d'Etat émises s'est élevée à plus de 4 Mds USD, soit 25,7% du plan fixé par le ministère des Finances (16,3 Mds USD). En 2023, le Trésor d'Etat a mobilisé près de 12,1 Mds USD en obligations d'Etat, soit 98% du plan prévu.

Proposition d'une loi sur les parcs industriels

Cette proposition du ministère du Plan et de l'Investissement vise à favoriser la création de grands parcs industriels répondant aux besoins de la chaîne de valeur et de l'économie verte. Actuellement, le Vietnam compte 416 parcs et plus de 1 000 clusters industriels, contribuant à 50% du chiffre d'affaires des exportations. Bien que ces parcs soutiennent la croissance économique, leur développement et leur gestion présentent des défis, dont une planification inadéquate, des réglementations complexes et un besoin d'innovation pour encourager les parcs écologiques.

Publication de la feuille de route du Plan sur l'approvisionnement en pétrole et en gaz

Le Premier ministre Pham Minh Chinh a approuvé la décision 343/QD-TTg, définissant la feuille de route pour mettre en œuvre le Plan pour l'approvisionnement et les infrastructures de stockage du pétrole et du gaz pour la période 2021-2030, avec une vision à l'horizon 2050. Ce document fait suite au Plan défini en juillet 2023, qui avait défini les objectifs généraux du pays en matière de sécurité énergétique. Il réaffirme la nécessité d'une coopération internationale avec des organisations spécialisées dans les infrastructures de stockage et d'approvisionnement. Cependant, il leur est toujours interdit d'investir dans des réseaux de distribution et d'importation de pétrole. Le plan insiste également sur le développement d'infrastructures de réserves dans les territoires frontaliers et éloignés (îles, etc.) comme manière de garantir la sécurité énergétique et d'appuyer la souveraineté du Vietnam sur ces territoires. Par ailleurs, la construction de dépôt d'hydrocarbures supplémentaires à proximité des raffineries existantes (Dung Quat, Nghi Son, Long Son) est également prévue. Le document énonce les responsabilités de chaque institution concernée, positionnant le ministère du Commerce et de l'Industrie en chef de file et en coordination. Si les entreprises privées sont incitées à participer à la construction de ces exploitations, l'investissement public est fortement priorisé pour le maintien des réserves nationales critiques.

Thaïlande

Tenue du 5^{ème} Dialogue Economique de Haut Niveau

Le 30 avril dernier s'est tenu le cinquième Dialogue Economique de Haut Niveau (DEHN) entre la France et la Thaïlande. Co-présidé par la directrice générale du Département des négociations commerciales du Ministère thaïlandais du commerce, Chotima lemsawasdikul, et la cheffe du service des affaires bilatérales et de l'internationalisation des entreprises à la Direction Générale du Trésor, Magali Cesana, ce dialogue a permis de consolider les liens économiques et commerciaux entre les deux pays et de promouvoir un approfondissement des coopérations dans de multiples secteurs, en particulier le transport (aéronautique, ferroviaire, mobilité urbaine, maritime) et la transition énergétique (énergies renouvelables et économie circulaire).

De nouvelles mesures gouvernementales pour baisser les factures énergétiques de la population

Le gouvernement a approuvé des initiatives visant à réduire les dépenses énergétiques de la population. Le prix du diesel devrait être plafonné à 33 bahts (0,9 USD) le litre entre le 20 avril et le 31 juillet. Le prix du gaz liquéfié devrait être fixé à 423 bahts (11,5 USD) par cylindre de 15 kg entre le 1^{er} avril et le 30 juin. Il est également prévu une réduction de 19,05 satangs (centimes de bahts) par unité d'électricité pour les habitants ne consommant pas plus de 300 unités par mois, entre mai et août. Ces 3 mesures représenteraient un budget total de 8,3 Mds THB (230 M USD), qui devrait être financé par le fonds gouvernemental Oil Fuel Fund dépendant du ministère de l'Energie.

Le parti au pouvoir (Pheu Thai) remet en cause l'indépendance de la Bank of Thailand

Le chef du parti du Pheu Thai, Paetongtarn Shinawatra a déclaré que l'indépendance de la Bank of Thailand (BoT) représentait un obstacle à la relance du pays. Cette affirmation, défendue par le Premier ministre Srettha, a été dénoncée par de nombreux observateurs économiques. Bien que la banque centrale ait déclaré que la pression politique n'avait pas d'impact sur ses décisions de politique monétaire, les annonces politiques laissent planer un doute sur les intentions du gouvernement, qui pourrait dès lors chercher à modifier les statuts de la banque centrale. Le gouvernement souhaite que la BOT baisse les taux d'intérêt afin de relancer l'économie du pays, mais la banque centrale s'est opposée à cette demande à plusieurs reprises, estimant que les difficultés économiques de la Thaïlande sont liées à des problématiques structurelles et non monétaires.

Philippines

Projet d'amendement de la loi de tarification du riz pour rétablir le rôle des autorités de gestion des stocks nationaux et de stabilisation des prix

Les comités de la Chambre des représentants ont approuvé un projet d'amendement de la loi sur la tarification du riz afin de restaurer le rôle de l'Autorité nationale de l'alimentation (NFA) dans la stabilisation des prix du riz et la gestion des stocks. L'objectif est de faire repasser le prix du riz en dessous de 30 PHP/kilo (0,5 USD/kilo), contre entre 48 et 66 PHP/kilo (0,8 – 1,2 USD/kilo) aujourd'hui, et de stabiliser l'offre de riz en maintenant un niveau de stock minimum. Ces amendements font suite à la certification urgente du président Ferdinand Marcos Jr., indiquant une volonté d'accélérer le processus législatif. Au 1^{er} avril, le stock de riz dans le pays s'est fixé à 1,64 M de tonnes, en baisse de 10,9% par rapport à il y a un an. Le contexte inflationniste actuel a remis en haut de la liste des priorités la question de l'inflation alimentaire, toujours responsable de 57,9% de l'inflation totale, largement alimentée par le prix des céréales (84,4% du total).

Hausse marginale de la production agricole au T1 2024

La production agricole des Philippines a connu une légère augmentation au cours du premier trimestre de 2024 malgré les défis posés par El Niño. Les données officielles ont révélé une hausse de 0,05% de la valeur de la production agricole pour se fixer à 428,99 M PHP. Bien que les secteurs des récoltes, du bétail et de la pêche aient diminué, l'expansion du secteur de la volaille a permis d'éviter une croissance négative. La production agricole a diminué de 0,3%, celle de l'élevage de 3,6% et celle de la pêche de 1,3%. La volaille a montré une croissance significative de 5,9%. Les petits éleveurs ont rencontré des difficultés en raison de la pénurie d'eau et du stress thermique affectant les animaux. Des interventions gouvernementales ont soutenu le secteur. Le secrétaire à l'Agriculture, Francisco Tiu Laurel Jr., a exprimé un optimisme prudent pour les mois à venir.

Cambodge

Reprise du tourisme à Angkor

Les visiteurs étrangers au parc archéologique d'Angkor ont augmenté de 41% au cours des quatre premiers mois de 2024 par rapport à la même période de l'année précédente. Plus de 421 000 touristes ont visité le parc, générant des revenus de 19,9 M USD, en augmentation également de 42%. La Chine figure parmi les principaux pays d'origine des visiteurs, avec une hausse de 53%. Ces chiffres s'inscrivent dans le cadre des efforts du Cambodge pour redynamiser son secteur touristique, notamment via la campagne "Visit Siem Reap 2024" et l'ouverture récente du nouvel aéroport international de Siem Reap Angkor. Pour mémoire, le parc d'Angkor a accueilli 798 069 visiteurs internationaux en 2023 (+177%), entraînant des recettes de 37,1 M USD (+222%). En 2019, le nombre de touristes internationaux dans ce site était 2,2 M et les recettes étaient de 99 M USD. Et, le nombre d'achats de billets d'entrée dans les sites d'Angkor ne représentent que 44,1% des chiffres pour la

même période de 2019. Une bonne illustration de l'effet de base en statistique.

Un guichet unique pour faciliter le commerce international

Le 7 mai a été lancé le guichet unique national (National Single Windows – NSW) pour faciliter les activités d'importation et d'exportation et améliorer le climat d'investissement. Le projet de NSW, de 3,4 M USD, permettra aux exportateurs-importateurs de demander une licence, un permis, un certificat et d'autres documents requis pour l'exportation-importation de marchandises auprès d'un point d'entrée unique pour répondre à toutes les exigences réglementaires liées à l'importation, à l'exportation et au transit. Cela devrait permettre aux entreprises de gagner du temps et de réduire leurs coûts de fonctionnement en simplifiant les procédures bureaucratiques. Ce nouveau système relève de la responsabilité de la Direction générale des douanes et accises. Il sera complémentaire aux systèmes existants tels que la douane électronique (e-customs), le système douanier automatisé (SYDONIA, promu par le PNUD) et le système de traitement avant l'arrivée. Le NSW est aussi connecté au Guichet unique de l'ASEAN pour l'échange électronique du certificat d'origine, du document de déclaration en douane de l'ASEAN et d'autres documents liés au commerce international avec les membres et les partenaires de dialogue de l'ASEAN. Il devrait réduire également les frais indus, encore trop souvent supportés par les entreprises.

Projet d'acquisition de l'institution de microfinance Amret par SinoPac

La banque taiwanaise SinoPac prévoit d'acquérir 100% du capital d'Amret Plc, l'une des principales institutions de microfinance (IMF) du Cambodge. L'opération se réalisera en trois tranches, pour une valeur totale d'environ 543 M USD. Cette acquisition s'inscrit dans le cadre de la stratégie de SinoPac, prêteur d'Amret depuis 2017, visant à augmenter ses recettes et sa présence à l'étranger. Créée en 1991 par le GRET, une ONG française, Amret est devenue la plus grande institution de dépôt de microfinance du Cambodge en termes d'actifs totaux. Au 31 décembre 2023, Amret comptait 150 succursales opérationnelles à travers le Royaume, avec un actif total d'environ 2 Mds USD. Actuellement, le Cambodge compte 87 IMF. Le total des actifs de ces IMF a baissé de 40,7% par rapport à 2022 (à 6,4 Mds USD) et les encours de crédit de 46% (à 5,15 Mds USD). Ces encours représentent encore 12,3% du PIB, alors que les IMF comptent 1,57 M de clients. Après leur rôle pionnier dans le financement du développement économique et de la bancarisation de l'économie, la part de la microfinance tend à se réduire à mesure que le pays se développe. Ainsi, l'une des premières banques cambodgiennes, ACLEDA, est-elle une ancienne institution de microfinance, financée, dès 1993, par le PNUD et... l'AFD.

Laos

L'origine de tous les maux ?

Alors que le niveau d'endettement de nombre de pays à revenu intermédiaire, dont le Laos, inquiète, la Banque asiatique de développement veut les soutenir. Les risques liés à cette situation financière sont préoccupants. Avec une dette de près de 120%, pour autant qu'on le sache, le Laos est bien au-delà des 40% de dette moyenne de ces pays d'Asie-Pacifique. La tentation est alors forte de rendre la dégradation du kip face au dollar responsable des difficultés économiques et financières du pays. Au-delà des causes structurelles connues, c'est sans doute le manque de transparence autour d'un endettement bien trop élevé qui préoccupe les marchés financiers. Il provoque alors, depuis 2019 déjà, l'affaiblissement de la monnaie nationale. Et cette forte dépréciation, 45% depuis septembre 2021, favorise la hausse de la dette – largement libellée en dollar, même une partie de celle due à la Chine –, la hausse du coût des produits importés et le maintien d'une inflation à près de 25%. Faute d'un traitement multilatéral de la dette, le seul à même d'apporter des garanties au Laos, de préserver ses intérêts, de l'aider à sortir de cette situation et d'apporter la transparence attendue, le kip ne parviendra pas à reprendre de la vigueur face au dollar.

Dubaï avance ses pions dans la région

Dans le cadre de sa diversification économique et de la sortie, à terme, d'une économie fondée sur le pétrole, les entreprises dubaïotes se développent dans le transport et la logistique en Asie du Sud-Est. Elles prennent des intérêts aux Philippines, en Malaisie et plus récemment au Laos. Ainsi, DP World vient de racheter Savann Logistics. Implantée dans le port sec de Savannakhet, le premier du pays, cette entreprise fondée en 2016 par un Français en assure le succès. Par ce rachat, DP World renforce sa position dans la région, Savann Logistics assurant des liaisons routières de la Chine à la Thaïlande, mais également, du Cambodge au Vietnam... via le Laos. Le succès de cette entreprise montre que le Laos, par sa position centrale, peut jouer un rôle dans les chaînes logistiques. Une façon de donner au moins partiellement raison à l'objectif des autorités laotiennes de faire du pays un pays central par rapport à un pays enclavé (land-linked vs. land-locked). Ce succès illustre aussi, à l'envie, l'importance d'offrir aux entreprises des conditions d'exploitation favorables, en particulier en simplifiant les démarches, grâce à l'implantation dans une zone économique spéciale. Cela mériterait de s'étendre à l'ensemble de l'économie, réductions d'impôts mise à part.

Birmanie

Extension des sanctions par l'Union Européenne

L'Union Européenne a annoncé le 26 avril qu'elle prolongeait les sanctions mises en place à l'encontre de 103 individus et 21 entités en Birmanie pour encore 1 an jusqu'au 30 avril 2025. L'UE justifie notamment cette prolongation par la situation humanitaire et des droits de l'homme toujours très préoccupante en Birmanie.

Réduction de l'alimentation électrique

Le ministère de l'Électricité annonce que le pays devrait continuer à réduire l'alimentation électrique dans les prochains mois en raison de contraintes de ressources, du sabotage des infrastructures, du manque de précipitations pour l'hydroélectricité et de la baisse des rendements du gaz naturel. Actuellement, la Birmanie ne peut satisfaire qu'environ 50% de sa demande, la production n'atteignant que 2 800 MW pour une demande quotidienne de 5 443 MW. La distribution est allouée à 46% à la région de Yangon, 16% à la région de Mandalay et 38% au reste des Etats et régions.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Phnom Penh et des Antennes à Vientiane et Rangoun

Rédaction : SER de Singapour (Matthys LAMBERT, Olivia PEZARD, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : matthys.lambert@dgtresor.gouv.fr ; olivia.pezard@dgtresor.gouv.fr ; martin.suteau@dgtresor.gouv.fr